

**LUTTE DES CLASSES,
RENFORÇONS-NOUS.**

SOMMAIRE

Dossier 4

LE SYNDICALISME DE MASSE.

Prud'Hommes 2008 6

LES RESULTATS.

Immigration 12

NE PAS SE TROMPER DE CIBLE.



L'éco-social

Premier groupe paritaire de protection sociale

Un paritarisme compétitif : notre vocation non lucrative et notre solidité financière nous permettent d'affecter la majeure partie de nos bénéfices à la création de valeurs sociales, tout en préservant les équilibres financiers nécessaires à la pérennité du groupe.

Notre mode de gouvernance préserve notre indépendance, garante d'un dialogue social objectif et efficace avec vous.

La solidarité

Premier budget d'action sociale du monde paritaire

Il permet d'assurer un soutien aux familles au-delà des garanties contractuelles en cas de difficultés particulières.

Le professionnalisme

Une solide expérience de la négociation collective

Une équipe dédiée et expérimentée pour vous accompagner en prévoyance, santé, épargne et retraite en innovant, pour être plus compétitif et plus réactif.

La proximité

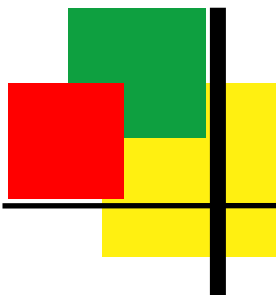
L'attention à la personne guide nos actions

Pour répondre aux attentes de chaque interlocuteur, 6 500 collaborateurs se mobilisent au service des entreprises de votre secteur, de vos salariés et de vos adhérents.



malakoff médéric

PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR



Refusons le chantage à la soi-disant "crise".

Travail du dimanche, retraite à 70 ans, remise en cause des 35 heures, baisse du pouvoir d'achat, casse des services publics, répression, chômage technique, sont les cadeaux offerts par le gouvernement et le patronat pour faire vivre la terreur, la peur, l'incertitude à des millions de salariés, retraités et chômeurs qui subissent de plein fouet cette situation inacceptable.

En même temps, va t-on encore passer l'hiver à entendre ceux qui créent la misère se lamenter sur la mort d'un SDF ? Drôle de mot d'ailleurs, pour désigner des êtres humains dont la caractéristique n'est pas d'être sans domicile fixe, mais de ne pas avoir de domicile du tout. Certains d'entre eux travaillent, mais leur salaire, leur précarité, ne leur permettent pas de se payer un loyer, ou d'avoir un toit.

Pendant ce temps, le divin Sarko ose se pavaner dans les banques alimentaires pour déplorer la pauvreté qui est la conséquence de sa politique.

Parler de la liberté, de la dignité des pauvres, il faut le faire ! De quelle liberté parle t-on quand on crève dans la rue ! De la liberté de perdre son travail du jour au lendemain, alors que les entreprises continuent à faire des bénéfices à l'exemple de Total, L'Oréal, Saint Gobain, etc.

Parlons en de la liberté donnée aux puissances d'argent dont on a lâché la bride depuis des dizaines d'années pour qu'elles puissent piller toujours plus le travail manuel et intellectuel, mettre les entreprises et les travailleurs dans une concurrence mondiale débridée.

De cette liberté des grandes entreprises qui, dans la crise, veulent continuer à rémunérer grassement leurs actionnaires et qui, dans le même temps, jettent les salariés à la rue et refusent d'augmenter les salaires.

Au nom d'une prétendue crise du système capitaliste, certains sortent de leurs tiroirs des restructurations, des fermetures, des délocalisations qui étaient prévues à plus ou moins long terme !

Même si la période est propice à se retrouver en famille, entre amis, cela ne doit pas nous faire oublier tout le reste.

Les derniers mois ont été marqués par des luttes intensives chez Goodyear, dans la branche Plasturgie, Linpac à Tarascon, Arkéma St Auban, les aviateurs sur les aéroports, contre cette casse injustifiable !

Ne laissons pas également sacrifier nos droits aux congés payés, aux RTT, car tout cela, c'est comme le salaire, ça nous appartient.

Appuyons-nous sur le succès de la CGT aux élections prud'homales pour renforcer les convergences de luttes tellement nécessaires dans la période actuelle.

Alors, n'attendons plus pour nous engager dans la voie de revendiquer plus, de lutter plus, de gagner et apporter de l'espoir en plus.

C'est en ce sens que les organisations syndicales (CGT, CFTD, CFE-CGC, CFTC, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, **à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009**, qui donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

La FNIC CGT appelle ses syndicats à participer à la réussite de cette initiative.

Joyeuses fêtes à toutes et à tous.

n° 475

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.48.18.80.36

Fax : 01.48.18.80.35

<http://www.fnic.cgt.fr>

Email : fnic@cgt.fr

Directeur de la publication : J-M PETIT

Commission paritaire n° 0113 S 06355

Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Imprimé par Alliances

Issn = 0763-7497

La nécessité politique d'un syndicalisme de masse pour porter des orientations de classe.

L'actualité et les bouleversements que connaît le monde du travail rendent nécessaire un renforcement de notre organisation syndicale.

Dès ses origines, en 1895, la CGT s'est construite avec comme base fondamentale le syndicat.

Celui-ci existant par et pour ses syndiqués, étant lui-même confédéré par son rattachement à son union départementale et à sa Fédération.

1936, 1945, 1968, trois dates dans l'histoire de la CGT qui ont fait notre patrimoine.

Cette forme de fonctionnement, le fédéralisme, a permis de traverser les 113 années qui nous séparent de sa création, malgré les événements sociaux et politiques qui ont marqué toutes ces années.

Un simple coup d'œil dans le rétroviseur nous rappelle que les avancées sociales l'ont été lorsque notre niveau de syndicalisation était significatif.

1936, 1945, 1968 jusqu'à aujourd'hui, c'est aussi et surtout pour la CGT et pour notre Fédération l'évolution que vous trouverez sur les tableaux suivants.

Depuis quatre années, le nombre d'adhérents dans la Fédération tend à se stabiliser sans

toutefois avoir inversé de façon significative ce tassement.

C'est bien là le véritable problème auquel nous sommes confrontés, car cette problématique se décline sous un aspect fondamental :

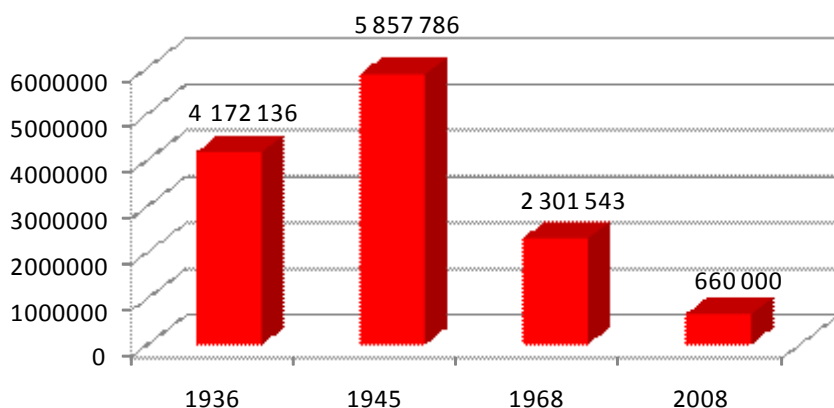
le rapport de forces nécessaire pour imposer la satisfaction des besoins sociaux.



Nous connaissons ces réalités, elles ne datent pas d'aujourd'hui malheureusement.

Dans le même temps, des syndicats se renforcent et d'autres se mettent en place. Le syndicat est à la croisée de l'efficacité de toutes les structures de la CGT, tant pour peser et agir dans les entreprises sur les revendications que pour peser et agir hors de l'entreprise sur les enjeux locaux, territoriaux et nationaux.

Adhérents à la CGT.



A partir de ces réalités, nous nous devons de poser en permanence la question du renforcement de la CGT, en lien direct avec les revendications. Nous en avons besoin, c'est même vital pour **faire vivre le syndicalisme dont nous avons besoin pour porter l'exigence d'une**

transformation profonde de la société dans laquelle nous vivons.

Porter ce projet et atteindre cet objectif, transformer la société, ne peut se faire au travers d'un syndicalisme d'influence ou délégataire, ni d'un syndicalisme de spécialistes ou de professionnels.

Un tel projet, pour aboutir, doit être porté par le plus grand nombre sauf à considérer qu'il existerait une "avant-garde éclairée", ce qui ne peut être le cas puisque chaque syndiqué CGT est décideur et acteur de son syndicat.

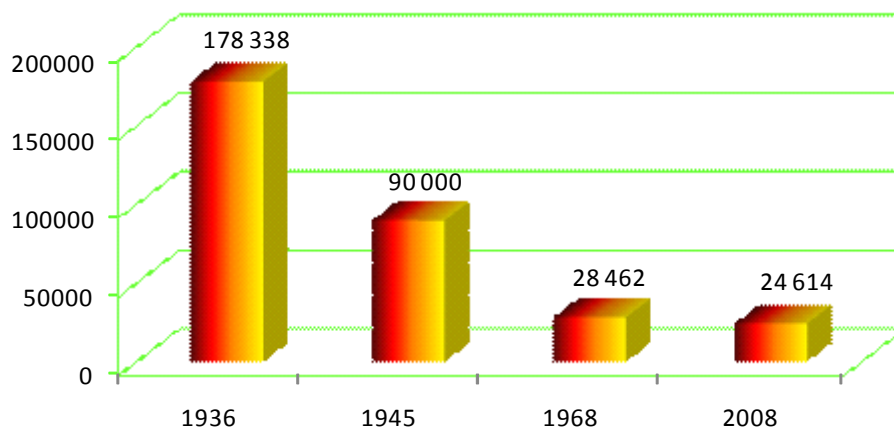
Le syndiqué, c'est lui l'élément de base du collectif et ce fonctionnement ne peut se concevoir sans formation de chaque syndiqué.

Le former, c'est lui apporter plus de connaissances sur le fonctionnement de la société, du système capitaliste, l'éclairer sur le syndicalisme CGT de classe et de masse, en plaçant l'Homme, la réponse à ses besoins, au cœur des choix de société.

Mieux le syndiqué sera informé, plus il aura accès à la formation syndicale, à la connaissance, plus il sera à même d'aller au débat avec ses collègues de travail, rendant l'activité du syndicat plus efficace.

Dans une société basée sur l'individualisme, le repli sur soi, avec une

Adhérents à la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT.



chape de plomb médiatique, où les intérêts collectifs n'ont pas place, la question du renforcement avec la place et le rôle du syndiqué dans l'organisation ne doit elle pas être un enjeu, une bataille au même titre que celle des revendications ?

La conjoncture actuelle de crise, terme martelé chaque jour, devient de plus en plus clairement un paravent, voire une accélération de projets gouvernementaux et patronaux de faire porter aux salariés et leur famille une forte récession en appauvrissant encore plus le monde du travail afin que le capitalisme puisse se refaire une nouvelle stratégie de courses aux profits.



Pour changer le scénario du capital, la syndicalisation de masse est une nécessité pour tout syndicalisme de classe porteur d'une transformation rapide de la société.

Prud'hommes 2008 : les résultats.

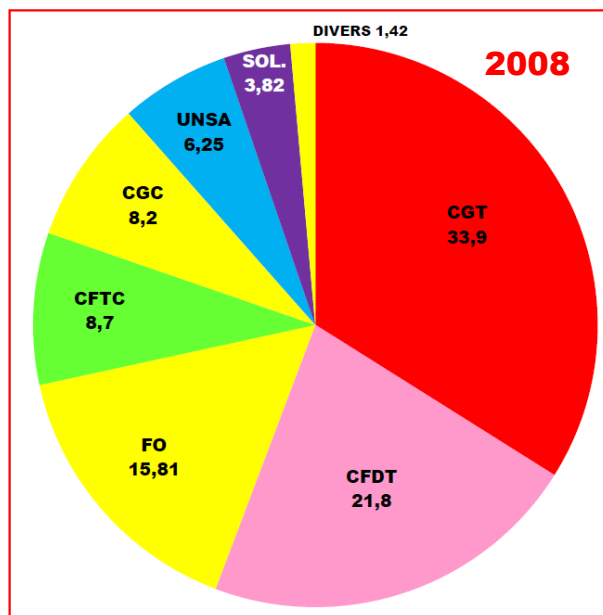
La CGT conforte sa place de 1^{ère} organisation syndicale.

En dépit d'une forte abstention, particulièrement due aux conditions déplorables d'organisation du scrutin de la part des pouvoirs publics mais aussi des employeurs, la CGT sort renforcée de cette élection avec une augmentation de 1,5 % de voix par rapport à 2002.

Depuis 1979, c'est la première fois que la CGT voit son score et son influence progresser.

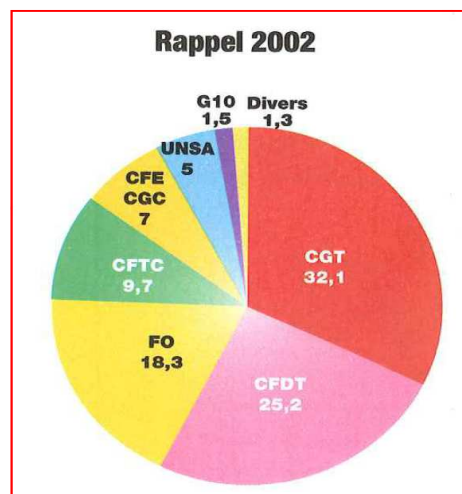
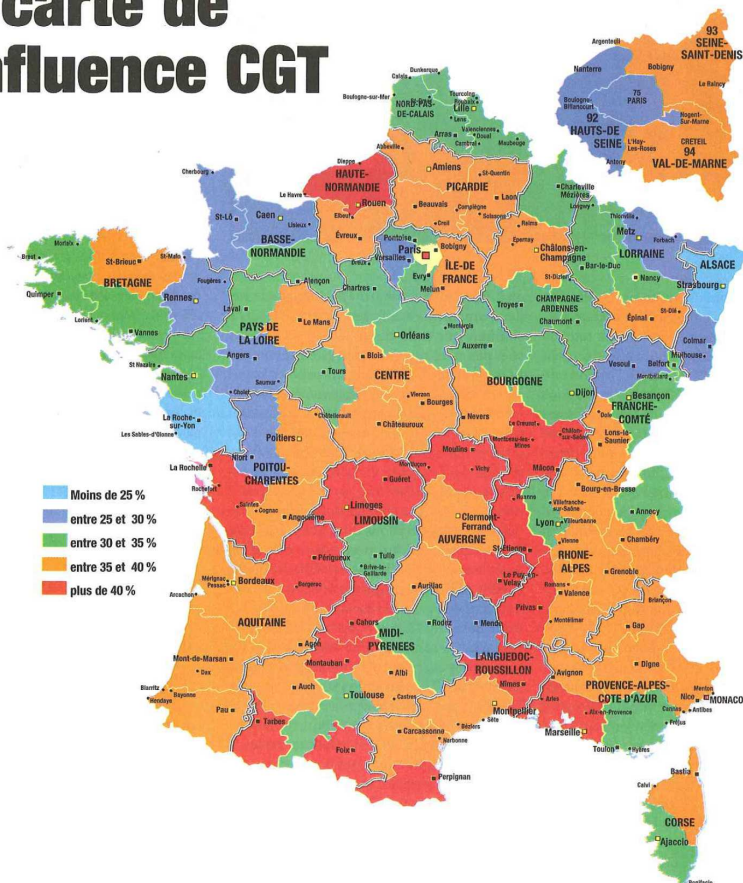
C'est plus d'1,5 million de salariés qui ont exprimé, par leur vote, leur confiance à l'organisation en augmentant le nombre de conseillers prud'hommes CGT qui travaillent pour une justice de classe mais aussi faire savoir au gouvernement que la politique antisociale menée sur l'emploi et le pouvoir d'achat ne correspond nullement à leurs attentes.

Ce résultat résulte bien de la mobilisation efficace d'un grand nombre de militants et syndiqués sur chaque lieu de travail en portant le débat auprès des salariés sur une transformation de la société qui apporte des réponses à leurs besoins pour vivre dignement.



Cela offre un potentiel considérable pour les mobilisations et les luttes à venir.

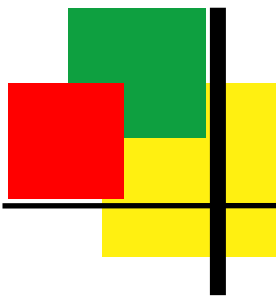
La carte de l'influence CGT



Chaque syndiqué est en position de faire vivre le débat engagé pour ces élections et de proposer l'adhésion à chaque salarié.

La carte ci-contre montre l'influence de la CGT dans chaque département où le potentiel de renforcement est bien une réalité.

A nous de continuer le travail de terrain pour maintenant gagner en nombre de syndiqués pour la mobilisation.



NOS RÉGIONS

Assemblée Générale des syndicats de la région Normandie : le 29 janvier 2009.

La région Normandie est un territoire composé de nombreuses entreprises de tous les secteurs d'activités industrielles relevant de notre Fédération, c'est dire combien il est utile de disposer d'une structure fédérale sur le territoire.

Une structure existe au travers de la région chimie CGT de Normandie (dont les locaux sont dans l'union locale de Harfleur) avec un collectif composé de plusieurs camarades, et qui demande à être étoffé et animé régulièrement.

La situation montre combien nos secteurs industriels sont liés, tant économiquement que socialement.

Le monde du travail est aujourd'hui confronté à une crise structurelle d'un système économique, le capitalisme, qui a trouvé le soutien de l'ensemble des pouvoirs publics des différents états qui gèrent le monde.

Dès lors que leur machine à produire de la survaleur est grippée, que leurs intérêts financiers sont impactés, les pouvoirs publics à leur solde engagent les deniers de la population pour sauver leurs intérêts et maintenir ce système qui cause tant de misère dans le monde, tant de casse industrielle, de destruction massive d'emplois brisant les vies de millions de salariés.

Alors que les médias font état désormais de "désinflation" pour 2009, laissant présager encore des sacrifices pour les salariés, pour le grand patronat, les perspectives se situent à 99 milliards d'euros, + 12 % par rapport à 2007.

99 milliards d'euros, c'est l'équivalent des salaires annuels de 4.583 millions de salariés (base 1800 € /mois).

Le patronat appelle de plus en plus à des aides publiques sur le secteur automobile.

Dans la région Normandie, et essentiellement

en Haute Normandie, la Chimie et l'Automobile sont les 1^{ers} employeurs.

Le secteur CHIMIE comprend les diverses chimies (48.3 % des emplois) minérale, organique (15.3 % des emplois parachimie), le caoutchouc et les matières plastiques (37.4 % des emplois).

La chimie étant au cœur de la chaîne des procédés de fabrication, elle est impactée rapidement par les évolutions des autres secteurs industriels.

L'action des salariés de Plastic Omnium, refusant de payer la facture de la crise financière qui est de la seule responsabilité du patronat et du laxisme des pouvoirs, en est la démonstration.



Si un gouvernement doit débloquer des milliards, ce doit être pour servir les intérêts collectifs de la population et non pour des intérêts particuliers.

La CGT exige que les salaires soient maintenus à 100 %, payés par le patronat et non par les caisses des chômeurs (Assedic) au travers du chômage partiel : la question qui reste posée étant la relance de la production, donc de la consommation, d'où l'urgence incontournable de maintenir et revaloriser les salaires avec une autre répartition des richesses.

Une assemblée générale des syndicats CGT de l'Union Régionale Normandie se tiendra le 29 janvier 2009, dans ce contexte qui exige que chacun, chaque adhérent CGT, s'investisse à renforcer la CGT pour agir efficacement.

Alsace : Huningue et Chalampé.

Huningue :

Le 14 novembre, à l'appel de la CGT et dans le cadre de la quinzaine d'actions fédérale, les salariés de Ciba, TFL, Clariant et Novartis ont débrayé et se sont rassemblés sur les questions de l'emploi sur la région des "3

frontières", des salaires et des conditions de travail.

Si les résultats financiers de ces 4 entreprises ne posent pas de problèmes, il n'en est pas de même sur les perspectives d'emplois dans les différents sites. Ainsi de lourdes interrogations planent quant au maintien de la station d'épuration commune aux 4 établissements dont l'avenir semble être remis en cause. Malgré de multiples interpellations, ni les pouvoirs publics, ni la chambre patronale régionale, n'apporte un début de réponse. Dans l'attente, les actions et les initiatives vont se poursuivre.

Chalampé :

Environ 350 salariés de Rhodia, soit 40 % du personnel ainsi que des délégations d'autres sites de la chimie des environs

(DSM, Clariant, TFL, Ciba) se sont rassemblés devant l'usine chimique Rhodia de Chalampé (68) pour exprimer leurs inquiétudes face à la baisse d'activité de 60 % du site. Le chiffre de participation a d'ailleurs été confirmé par la direction.

La manifestation a été organisée par l'inter-syndicale CGT, CFDT, CFTC et CFE-CGC au lendemain d'un comité d'établissement qui a confirmé que l'usine connaîtrait une baisse d'activité dans les prochaines semaines pour raison de crise, sans que soient précisées de perspectives pour début 2009.

La prise des jours de congés afin de ne pas recourir au chômage technique sera-t-il suffisant ?

Le rassemblement visait à "montrer la volonté des salariés de voir changée la politique des dirigeants de Rhodia". Au même moment jeudi, a été remis au comité européen de Rhodia à Levallois-Perret une pétition réclamant "l'arrêt de la politique de restructuration et l'arrêt de l'attribution d'actions gratuites aux dirigeants".

Ce texte a été signé par un millier de salariés de Rhodia en France, soit un quart du personnel français.

A suivre.



Le 9 janvier 2009, tous avec Michel FRIQUET pour sa réintégration !

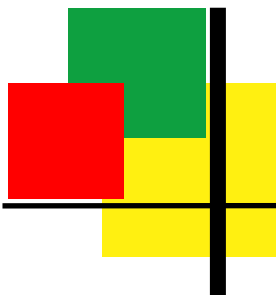
Michel FRIQUET, militant syndical CGT chez Sotira à Meslay du Maine, a subi depuis plusieurs années un acharnement anti syndical de la part de sa direction.

Après plusieurs licenciements, toujours refusés par l'inspection du travail de la Mayenne et la direction régionale du travail, Monsieur FILLON, en janvier 2004, avait autorisé le li-

cenciement de Michel. Après plusieurs épisodes juridiques, d'appel en appel, l'épilogue vient d'être donné mercredi 22 octobre 2008 par le Conseil d'État.

Celui-ci annule l'arrêt du 28 décembre 2006 de la Cour administrative d'Appel de Nantes.

Pour le Conseil d'État, les faits reprochés ne présentaient pas de gravité suffisante pour justifier le licenciement. Il en résulte que le



LES LUTTES

licenciement de Michel FRIQUET n'est plus autorisé.

Dans le même temps, le tribunal correctionnel de Laval, jeudi 23 octobre 2008 a condamné Monsieur PY, PDG de Sotira à 3000 € et la société SOTIRA à 6000 € d'amendes pour discrimination syndicale sur le déroulement de carrière de Michel, à 5000 € de dommages et intérêts solidai- rement et 3000 € de frais de procédure.

C'est une double victoire, pour le monde du travail et le respect du droit en général, ainsi que pour les libertés syndicales. C'est un encouragement à tous les militants syndicaux pour faire respecter leur engagement syndical et refuser toute discrimination syndicale.

La FNIC CGT se félicite de ces déci- sions et va maintenant accompa- gner Michel FRIQUET dans les démar- ches qui vont conduire à sa réintégra- tion dans ses droits et à son poste de travail occupé en février 2007 en qualité de technicien de maintenan- ce. Elle sera vigilante sur les condi- tions de travail de Michel et veillera à l'application de ces deux décisions.



C'est dans ce cadre que la FNIC CGT, l'Union Départementale 53 et les structures locales CGT organisent une action le 9 janvier 2009 pour accompagner Michel devant l'entrepri- se.



La Fédération appelle l'en- semble de ses syndicats à être présents, en ciblant plus précisément certaines régions de proximité : *Île de France, Normandie, Bretagne, Nord Pas de Calais, etc.*

Agissons ensemble en ce dé- but d'année, le 9 janvier 2009 : une action forte pour soutenir et accompagner Mi- chel dans ce contexte de ré- pressions.

La présence d'un maximum de délégations est incontournable.

RDV à 10 H
devant l'entreprise SOTIRA à
Meslay du Maine.

Un point sur la situation.

Répartition Pharmaceutique.

Les salariés de la branche sont au cœur des enjeux liés à la casse de la protection sociale. C'est ce qui explique la démarche de la Chambre Patronale (CSRP) dont la politique est de faire "travailler plus, pour gagner moins et dégrader les conditions de travail".

La meilleure illustration se trouve dans l'accord sur les nouvelles classifications qui permettra d'avoir un maximum de polyvalence pour un coût moindre. La création de coefficients à libellés multiples ouvre une voie royale pour déclasser l'ensemble des salariés quelle que soit leur catégorie, et les payer encore moins cher !

Cet accord serait vraisemblablement signé par 3 organisations, qui vont de fait, brader les intérêts des salariés et de surcroît sans aucune compensation sur les minis conventionnels (*régulièrement percutés par la hausse du SMIC*). Un vrai marché de dupes.

Au regard de ces dangers, ajoutés à toutes les restructurations en cours ou à venir, quelles que soient les entreprises, la Fédération et les syndicats de la Branche ont décidé de s'adresser à tous les salariés de la répartition (*y compris là où la CGT n'est pas présente*) au travers d'un 4 pages, d'organiser dans toutes les régions des réunions d'informations et d'engager une grande campagne de syndicalisation.

Officines.

SALAIRES : Les chambres patronales ont proposé une augmentation de 2.5 % au 1^{er} juil-

let 2008 et 1.5 % 1^{er} janvier 2009.

Ainsi le salaire mini passerait à 1325 € au 1/01/09 (*point à 4.053 €*). Deux syndicats ont annoncé leur décision d'accord (CFTC et FO) et reconnaissent une avancée !

Pour la CGT, les propositions patronales sont bien en-dessous des besoins des salariés de la branche et ne reconnaissent en rien les qualifications et l'expérience requises. Nous sommes bien loin de la prise en compte de notre revendication fédérale (grille de salaires classifications qui débute à 1.600 €).

FRAIS D'EQUIPEMENT : Ceux-ci seront fixés à 62 € au 1^{er} juillet. L'accord sur les frais d'équipement sera signé par les mêmes signataires que pour les salaires. **Pour la CGT, nous sommes, encore une fois, loin du compte, car nous avons réclamé 70 €.**

PREVOYANCE : La CGT a demandé l'assistance d'un audit spécialisé, afin de procéder à une étude sur les différentes modalités du transfert du portefeuille (*ainsi que des conséquences*) sur le régime de prévoyance des salariés cadres de l'APGM vers un autre assureur (*position des chambres patronales*). Notre demande a été acceptée pour la rentrée. Nous pensons que c'est plus que nécessaire !

2008 ne sera certainement pas le meilleur cru pour l'industrie pharmaceutique.

Pour ce qui est de la revalorisation des minima de la branche,

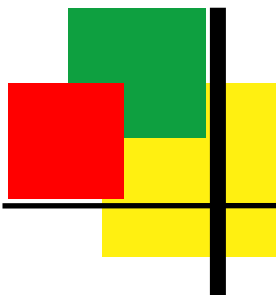


malgré les revendications portées par les organisations syndicales, ceux-ci n'ont été revalorisés que de 2,2 % pour le premier coefficient, cela prend en compte la revalorisation 2007, on est bien loin d'avoir préservé le pouvoir d'achat des salariés d'une des branches les plus riches de notre pays et qui fait, de plus, son "fric" sur le dos de la Sécu.

Autre accord dans la branche, la mise en place d'équipes de suppléance le week-end, ce qui va développer la flexibilité à outrance, la dérégulation des rythmes de travail, impactant de fait, les conditions de vie au travail et familiale.

Pour les Visiteurs Médicaux, bien qu'annonçant la suppression de 7000 postes de VM, la chambre patronale est restée sourde à nos revendications et a tout fait pour faire capoter les discussions en cours.

Sur l'emploi 2007, vingt et un plans sociaux, déjà trente fin septembre 2008. L'année n'est pas encore finie et nul ne sait ce qu'elle sera, à une nuance près, nous savons tous, nous militants, ce qu'il va advenir si la riposte n'est pas organisée. On y travaille, il est donc de la responsabilité de tous de, d'ores et déjà, s'inscrire dans une démarche offensive et commencer à construire avec les syndiqués et les salariés le rapport de forces dont nous avons besoin.



L'ENCADREMENT : Le laboratoire expérimental du recul social !

Une enquête réalisée par le CSA à la demande de la CGT des cadres et techniciens-nes, met en évidence l'accroissement des pressions que subissent les cadres dans leur travail. Celle-ci est pleine d'enseignements sur les réalités que vivent les cadres et les agents de maîtrise et appelle à une meilleure prise en compte de leurs revendications.

Au niveau du stress :

Près de neuf cadres sur dix (85 %) ressentent le stress et 94 % estiment qu'il a augmenté depuis 2001 (plus 8 points). On est bien loin du discours sur le stress "positif" !

Les sources de stress ont pour origines : des objectifs impossibles à atteindre, la course à la performance, et l'intensification du travail (86 %), charges trop élevées, course au temps, disponibilité quasi permanente.

Avec la crise financière, la pression des actionnaires et le risque de chômage deviennent des préoccupations angoissantes pour une majorité de cadres, 55 % (soit + 7 points par rapport à 2007). Celle-ci s'accompagne d'une pression de plus en plus forte (+ 12 %) sur l'éthique. Plus d'un quart des cadres se disent déjà contraints de faire des choses contraires à leur éthique !

La CGT a dénoncé cette situation à de multiples reprises, notamment lors de la campagne des prud'hommes.

On est donc bien loin de l'entreprise "citoyenne" puisque les salariés n'y jouissent d'aucun respect. Cela n'est-il pas aussi à l'origine de fractures psychiques, qui peuvent aller jusqu'aux suicides au travail ?

Mis en cause dans les récentes affaires de suicides au travail, les systèmes d'évaluation sont très décriés puisque 50 % estiment être jugés sur des critères arbitraires et 46 % disent s'être vus demander une disponibilité jugée permanente.

L'encadrement souffre aussi de n'avoir aucune visibilité sur la stratégie de leur entreprise (73 %) mais ne s'y résigne pas. Pour 85 %, le droit d'expression dans l'entreprise est prioritaire.

Sur les rémunérations et le temps de travail :

Ils ne sont que 6 % à s'estimer satisfaits de leur rémunération et 41 % ne la trouvent pas satisfaisante,

compte tenu de leur charge et de leurs horaires de travail, de leurs responsabilités et de leur qualification. La rémunération et l'ambiance de travail sont les premières des préoccupations (37 %, + 6 points par rapport à 2007).



Les cadres marquent aussi un attachement massif à leurs jours de RTT notamment suite au vote de la loi permettant aux entreprises de dénoncer les accords, imposer et élargir le forfait-jours.

Ils n'adhèrent pas non plus au principe de la rémunération individualisée et sont près de huit sur dix (78 %) à estimer que la part fixe doit augmenter aux dépens de la part variable.

L'attachement à la RTT, et l'augmentation de la part fixe dans les salaires semblent constituer une recherche d'équilibre, de sécurité, pour une pleine

réussite de sa vie dans et hors travail et une reconnaissance dans le long terme de sa qualification.

L'UFICT a invité tous les syndicats de la Fédération à s'emparer des résultats de cette enquête, car ceux-ci confirment que les choix de gestion des entreprises deviennent insupportables, quelle que soit la catégorie de salariés. Les cadres ne veulent plus être les cobayes pour toutes les déréglementations :

- abandon des augmentations générales, salaires au mérite, annualisation,
- non reconnaissance des diplômes et de la formation,
- processus d'intégration à des objectifs non partagés,
- casse du temps de travail, remise en cause du Code du Travail et des Conventions Collectives...

Ce sondage confirme donc l'aggravation du vécu des cadres et témoigne aussi des possibilités de construire avec eux des revendications de nature à changer la donne, construire une autre manière de travailler, changer les finalités du travail et lui redonner un sens.

RACISME : Ne pas se tromper de cible.

Le 9 décembre dernier, on célébrait le 60^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

La veille, le conseil des ministres européens des transports adoptait formellement la directive retour, la directive de la honte.

Il faut d'abord rappeler la réalité que recouvre l'expression pudique de "retour" : l'expulsion est une violence dans laquelle s'ajoutent l'arrestation inopinée, l'emprisonnement, la perte de son logement, de son emploi, la spoliation de ses biens, la séparation brutale de son conjoint et de ses enfants, l'internement dans des camps poliment intitulés "centres de rétention administrative" (voir carte ci-dessous : source Migreurop 2007), puis la reconduite contrainte, éventuellement assortie de violences, pour aboutir sans bagage sur le Tarmac d'un aéroport où personne ne vous attend.

Pour le crime effroyable de ne pas avoir de "papiers", on va désormais infliger à un être humain jusqu'à dix-huit mois d'internement, y compris pour les mineurs, personnes âgées, femmes enceintes ou victimes de tortures.

Avec cette directive, on pourra l'expulser vers un pays dit de transit, même en l'absence de lien avec ce pays, avec interdiction de retour en Europe pour une durée de cinq ans.

Cette législation votée par une institution sensée incarner la démocratie, place les sans papiers, même

mineurs, sous un régime d'exception. L'internement et l'expulsion sont décidés à la discrétion du pouvoir, comme sous Vichy.

Avec le président de la République et son ministre de l'Immigration, le Front National avance masqué : expulsion des étrangers avec une politique de quotas, abrogation du regroupement familial, période probatoire pour les mariages mixtes, étrangers fichés, immigration "choisie" (selon des critères capitalistes), etc.

Loin des poncifs sur une "vague déferlante" évoquée régulièrement par les médias aux ordres, les chiffres de l'Insee démontrent, au contraire, une stabilité du niveau annuel d'immigration en France depuis 30 ans, entre 100.000 et 120.000 par an dont un tiers d'origine européenne.

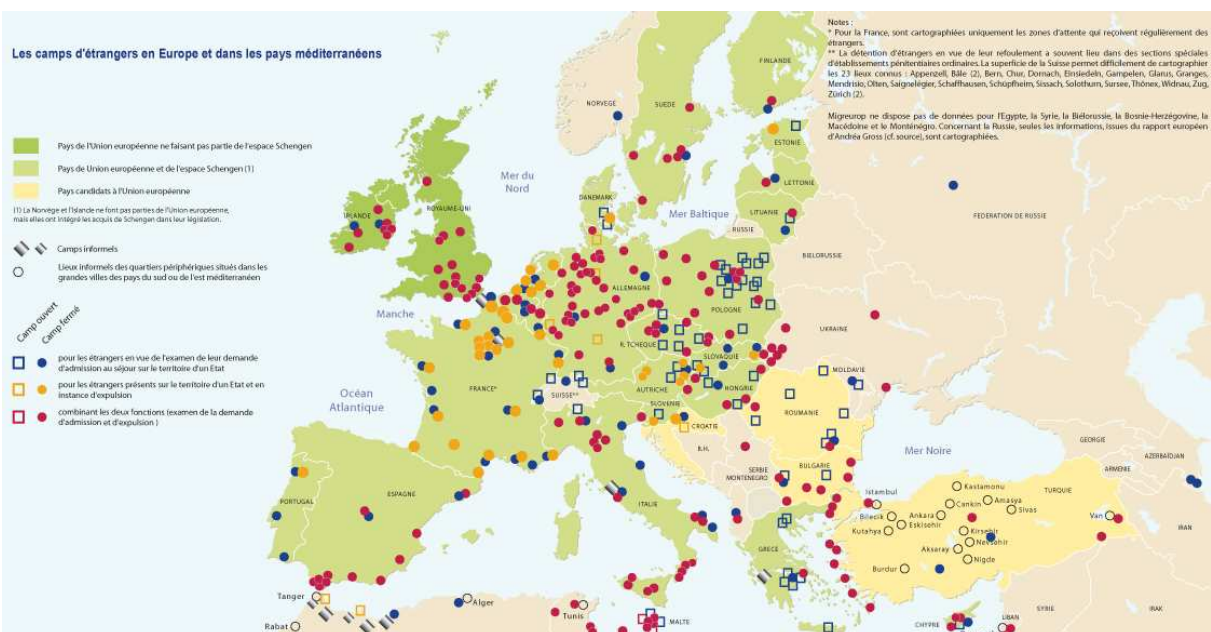
Le nombre de migrants représentent aujourd'hui 7,5 % de la population française (6,3 % en 1936 et 7,5 % en 1975).

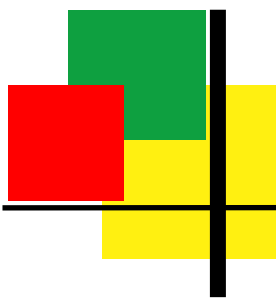
Les possédants instillent l'idée qu'il y aurait trop d'étrangers, comme ils soutiennent qu'il y a trop de vacances, trop de fonctionnaires, trop de retraités ou trop de malades.

Le danger ne provient pas du travailleur africain qui vient gagner sa vie en France, mais du capitaliste qui choisit de détruire l'emploi ou de geler les salaires, au nom de la sauvegarde des profits pour les actionnaires.

Et se laisser berner par le racisme, c'est imputer au bouc émissaire qu'est le travailleur étranger tous les maux du système libéral.

Pour sortir des difficultés quotidiennes, pour échapper à l'exploitation capitaliste, il ne faut pas se tromper de colère... ni de cible.





UFR

9^{ème} Conférence UFR. 12-14 mai 2009 - Île de Ré.

Une CGT pour tous les âges.

Le Conseil National de l'UFR s'est fixé pour objectif la participation d'un nombre important d'actifs à sa Conférence.

Il est important en effet, que les actifs prennent conscience du fait que la question des retraites est plus de leur ressort que de celui des retraités !

Plus digne la vie en 2009 ?

Le document d'orientation de la 8^{ème} conférence (mai 2006) indiquait, en préambule, "*plus nombreux, plus forts, plus jeunes, en meilleure santé, les retraités, des citoyens à part entière*".

Quel constat faisons-nous trois ans après ?

Plus nombreux, oui, de par un effet statistique (*les baby-boomers, nés dans l'immédiat après-guerre ont massivement bénéficié de la retraite à 60 ans instituée en 1982*).

Plus jeunes, oui, actuellement, dans la mesure où les plans sociaux, les délocalisations, ont sorti des travailleurs de 55 ans, voire moins, de leurs entreprises.

Plus forts, les dernières manifestations les ont montrés combats, revendicatifs, pour eux-mêmes mais aussi pour la société, pour les jeunes. Ils sont vraiment, et se sentent vraiment, des citoyens à part entière.

En meilleure santé, peut-être encore, pour les plus jeunes ou pour les plus aisés, mais pour combien de temps encore, et quelle situation pour les moins favorisés ? Franchises médicales, déremboursement de médicaments, dépassements d'honoraires, pour ne citer que ces éléments les plus criants, touchent les retraités de plein fouet.

La lutte, encore et toujours.

Devant ces réalités, retraités et actifs doivent agir et lutter ensemble. La société actuelle individualise, oppose, met en concurrence : le salarié actif envie le salarié retraité qui n'aurait rien d'autre à faire que profiter de l'argent prélevé sur la feuille de paie du premier. D'où l'importance de la formation en direction des actifs.

La CGT, actif j'y suis, retraité, j'y reste !

Comment garder les salariés retraités dans le syndicat ? La continuité syndicale est essentiellement du ressort des actifs et du syndicat d'actifs avec sa section de retraités.

Dans cette optique, le rôle des jeunes est primordial, dans la mesure où ils sont demandeurs de transmission de connaissances, de savoirs, de mémoire et d'histoire de l'entreprise, en particulier en ces périodes de délocalisations, externalisations, vente des entreprises par morceaux.

Quelle retraite pour quels retraités ?

La Fédération et son UFR sont un élément moteur pour réaffirmer le droit de cité des retraités et de l'activité syndicale "retraités et préretraités" à l'entreprise.

Les aspects professionnels liés aux questions de retraites, de protection sociale, de mutuelles, de prévoyance et d'activités sociales, sont de nature au développement de la syndicalisation.

L'activité UFR prend toute sa dimension pour l'impulsion, la création de sections de retraités, liées aux syndicats d'actifs avec des propositions revendicatives propres. La juste aspiration de nombreux salariés à partir à la retraite après 37,5 ans de cotisations et dans des conditions de pensions et de protection sociale correctes, sont de nature à mobiliser et à organiser ces salariés.

Encore plus qu'hier, les retraités ont toute leur place dans les batailles pour l'emploi, contre les fermetures d'entreprises, pour exiger la création d'emplois pour les jeunes générations.

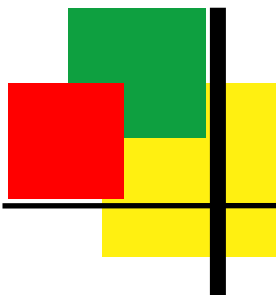
L'UFR a la tâche de faire des propositions revendicatives spécifiques sur les prestations, le montant des pensions, sur le maintien de droits à l'entreprise et sur le suivi post professionnel des salariés exposés aux substances cancérogènes et plus généralement toxiques.

De nombreuses luttes développées avec les retraités ces dernières années ont démontré la puissance qu'elles peuvent représenter, non comme une force d'appoint, mais au travers de leurs propres exigences.

L'UFR a vocation de coordonner l'activité au niveau des sections des syndicats et d'impulser les syndicats d'actifs pour mener les luttes pour la retraite après 37,5 ans d'activité, à 55 ans pour les postés, les femmes et les travaux pénibles et pour la syndicalisation.



Tous ces points seront débattus au cours de cette 9^{ème} conférence de l'UFR.



La filière Automobile.

Aujourd'hui dans toute la filière automobile, l'ensemble des salariés vit une situation grave.

Les entreprises utilisent la notion de crise pour justifier des plans de restructurations qu'elles ont déjà préparés depuis des mois.

L'ensemble des constructeurs, à l'exemple de PSA Renault, etc., ferme ou va fermer ses sites pour plusieurs semaines sous prétexte de réduire les stocks.

Mais quand on analyse les choses, on s'aperçoit que cette situation est bien le fait d'une véritable stratégie patronale.

Les groupes qui font le choix de cette stratégie sont notamment Renault PSA, les équipementiers Plastic Omnium, Faurécia, les pneumatiques Michelin, Bridgestone, etc.

Tout cela pour le "tout capital" !

Pour ces entreprises, il y a une baisse des ventes *comparativement à leurs prévisions*. Seulement, il faut savoir que ces prévisions sont basées sur une augmentation des chiffres 2007, qui étaient déjà ex-



ceptionnellement élevés par rapport aux années antérieures.

Leur "crise" s'apparente donc plus à un retour à une situation très profitable déjà vécue avant 2007, plutôt qu'à une crise de la demande.

Les annonces faites récemment chez Plastic Omnium St Romain (76) et Faurécia ne sont pas des conséquences d'une "crise" mais entrent dans un schéma programmé avec pour seul but la maximisation des profits.

A la politique binaire "emploi" ou "fermeture" s'ajoute à présent une palette de mesures intermédiaires : chômage partiel, prise de congés 2008, voire anticipation de congés 2009 !

Un comble ! A quand le remboursement de nos salaires perçus ? En usant et abusant des fermetures pour congés, les patrons ont épuisé les droits à congés et à la RTT des salariés de nombreuses entreprises.

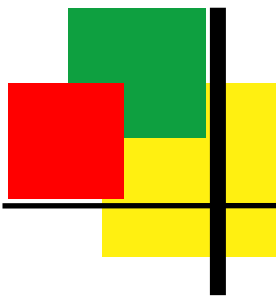
Face à ce contexte actuel, mais aussi à venir, seule une riposte massive des salariés est à même d'empêcher ces mauvais coups.

Des actions ont eu lieu, au niveau fédéral comme le 10 octobre dernier au Salon Mondial de l'Automobile, et aussi dans les entreprises. D'autres se préparent, car il n'est pas question que les patrons s'en sortent à si bon compte !

Les salariés ne doivent pas payer.

Ensemble, nous pouvons faire bouger les choses.





CFJ

Jeune, prends ton avenir en mains.

La politique du gouvernement, tant sur l'éducation que sur la santé, le logement et le travail, touche de plein fouet la jeunesse de notre pays.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 100 000 en 2 mois dont près de la moitié concerne les jeunes de moins de 25 ans.

Statistiquement, plus de 80 % des jeunes, après de longues années d'études, galèrent entre petits boulots, intérim et CDD. Et quand ils obtiennent un CDI, leurs diplômes ne sont souvent pas reconnus.

Et pourtant, les jeunes sont porteurs d'espoirs d'une autre société, plus juste, plus fraternelle.

Une société où chacun aurait le droit de s'exprimer, de penser et d'agir.

Le Collectif Fédéral Jeunes (CFJ) de la FNIC CGT s'est donné comme objectifs pour 2009 d'être présent sur le terrain

et d'aller, dès le mois de mars, à

la rencontre des jeunes dans nos entreprises, afin de débattre de leurs difficultés dans la vie quotidienne mais aussi des difficultés à s'insérer dans le monde du travail, dans la vie syndicale de leur entreprise.



Chaque syndicat concerné aura à cœur d'accueillir les jeunes du CFJ pour des échanges riches entre jeunes et direction de syndicat.

Pour le CFJ, l'activité syndicale ne doit pas être un frein au développement des compétences des jeunes dans l'entreprise.

Plus que jamais, les jeunes du CFJ réaffirment que la lutte des classes n'est pas terminée, conscients que les employeurs veulent leur museler la bouche.

Chaque syndiqué, et plus particulièrement les jeunes, doit s'impli-

quer dans le fonctionnement de son syndicat CGT : les jeunes y ont toute leur place, pour faire émerger leurs propositions, notamment sur la reconnaissance de leurs diplômes, la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite et contre la souffrance et l'exclusion, les bas salaires.

Alors, Jeune, ne soit pas inactif, soit acteur de ton syndicat : met ta pierre pour construire cet édifice que rien ébranlera.

Bertolt Brecht a dit *"si tu ne participes pas à la lutte, tu participes à la défaite."*

Le Collectif Fédéral Jeunes organise une journée d'études sur la **pénibilité au travail des jeunes**.

Les thèmes abordés seront :

- La pénibilité : c'est quoi ?
- Que faut-il faire pour la réduire, l'éliminer ?
- Que faut-il mettre en place pour réparer l'usure des salariés au travail ?

TU VEUX ECHANGER AVEC LES JEUNES DU CFJ, ALORS INSCRIS TOI AUPRES DE TON SYNDICAT.



**Je souhaite participer à la journée d'études
"La pénibilité au travail pour les jeunes" - le 6 janvier 2009.**

Nom Prénom Âge

Adresse personnelle

Téléphone Email

Qualification professionnelle

Entreprise

Adresse de l'entreprise

Responsabilités syndicales

BULLETIN D'INSCRIPTION

A RETOURNER À LA FNIC CGT CASE 429 - 93514 MONTREUIL CEDEX OU FAX 01.48.18.80.35

Connexion directe

Et si énergies nouvelles et énergies fossiles
étaient en fait complémentaires ?



Pour répondre à la demande croissante en énergie et préparer l'avenir, Total contribue à l'essor des énergies nouvelles, complémentaires des énergies fossiles. Une des priorités est le développement de l'énergie solaire. Présent depuis plus de 25 ans dans la filière photovoltaïque, Total intervient sur une grande partie de la chaîne industrielle avec ses filiales Tenesol (fabrication de panneaux solaires, conception de systèmes) et Photovoltech (fabrication de cellules). Total investira 45 millions d'euros d'ici 2009 pour augmenter la capacité de production de Photovoltech. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Pour vous, notre énergie est inépuisable.



TOTAL